

REPUBLICQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3ème Bureau

ENVIRONNEMENT

JMDel/DC



ARRETE prefectoral donnant acte à la société SIGMA de la construction, en son établissement sis sur le territoire de la commune de SANTES, d'un local d'entretien situé à au moins 25 mètres du pied du silo le plus proche.

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,
PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 29 juillet 1998 relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires et tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, notamment son article 9 ;

VU les actes en date des 26 avril 1985, 28 août 1986, 3 juillet 1998 réglementant les activités de la société MAGEFI S.A. - société des Magasins Généraux des Voies Fluviales Françaises et Internationales - siège social : 83, avenue de la Grande Armée - 75782 PARIS CEDEX 6 - au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la lettre en date du 23 février 1999 de la société SIGMA - Union Nationale des Coopératives Agricoles de Collecte - siège social : 83, avenue de la Grande Armée - 75782 PARIS CEDEX - déclarant l'absorption de la société MAGEFI ;

VU la lettre préfectorale en date du 26 février 1999 donnant acte à la société SIGMA de cette déclaration ;

VU la déclaration en date du 30 septembre 1999 de la société SIGMA concernant la construction, en son établissement de SANTES, d'un local d'entretien à une distance de 25 mètres du silo le plus proche en remplacement de celui situé au pied de ce dernier et afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires et tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, notamment de celles de son article 9 ;

VU le rapport en date du 15 novembre 1999 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées, duquel il ressort que cette modification n'est pas à considérer comme notable au sens de l'article 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, qu'en conséquence l'obtention du permis de construire correspondant ne nécessite pas la mise en place d'une procédure d'autorisation avec enquête publique mais qu'il est cependant nécessaire de prendre un arrêté préfectoral pour acter de cette modification ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 23 février 2000 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE :

ARTICLE 1er. - La société SIGMA - Union Nationale des Coopératives Agricoles de Collecte - dont le siège social est situé 83, avenue de la Grande Armée - 75782 PARIS CEDEX 16 - est tenue de respecter les termes du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne l'exploitation de ses silos situés port fluvial, 3ème rue - 59211 SANTES -.

Le local d'entretien situé en pied de silo doit être neutralisé. Ce local doit rester vide et propre.

L'exploitant peut réimplanter un nouvel atelier d'entretien à une distance d'au moins 25 mètres du silo le plus proche. Ce local ne doit disposer d'aucune ouverture (porte, fenêtre...) située en vis-à-vis des silos.

ARTICLE 2. - La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lille. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 3. - Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de SANTES .

- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SANTES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;

- un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à LILLE, le

- 4 AVR. 2000

LE PREFET,
pour le Préfet,
LE SECRETAIRE GENERAL,

François PHILIZOT.

pour ampliation,
LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,

Régine LARRIEU



